

Tous sur le pont pour défendre la loi de 1905 face à ses multiples fossoyeurs

A « Riposte Laïque », nous voyons clair...

Dès l'annonce par le Président de la République d'un débat sur « l'islam », nous avons percé les non-dits et mis en lumière la visée et les intentions...

Dans le numéro 186, je dénonçais la volonté présidentielle de commencer à vider la loi de 1905 de sa substance (article intitulé : « Avec la complicité de la gauche, Sarkozy utilise l'islam pour en finir avec la loi de 1905 ») et, article après article (voir notamment l'éditorial du numéro 187 et le texte de Roger Heurtebise : « le premier ministre confirme le plan sarkozyste de liquidation de la laïcité au profit de l'islam » dans le même numéro), nous avons ciblé les véritables intentions présidentielles : mettre en œuvre le rapport « Machelon » que le ministre de l'intérieur de 2006 avait commandé pour justifier une future transformation de la loi de 1905.

Et les aveux successifs de l'obscur secrétaire d'Etat au logement, le sieur Appar, comme ceux, plus récents et plus dangereux, de l'inamovible premier ministre (dont un grand moment de dhimmitude fut son inauguration de la mosquée d'Argenteuil à côté d'une petite fille « enfoulardée à l'islamique »...) montrent que nous ne nous sommes pas trompés, et que les grandes manœuvres de « toilettage » puis d'abandon de la loi qui fonde « la laïcité à la française » sont lancées !(1)

Mais il faut être clair : ces manœuvres ne sont possibles que parce que toute une caste d'élus territoriaux et nationaux du Parti Socialiste comme du Parti Communiste et du Front de Gauche (sans parler des écolos ...) leur ont préparé la voie en finançant, directement et indirectement, maintes constructions

de mosquées, en s'inclinant devant les demandes de spécificités alimentaires (imposition de l'hallal et refus de la viande de porc) et vestimentaires faites par les tenants de la religion islamique, en allant même au devant de ces revendications particulières s'opposant aux règles et valeurs générales de notre société (refus de la mixité un peu partout, demande de salles de prières en entreprise, mise en cause des contenus de l'enseignement)...

Ces manœuvres ne sont possibles aussi que parce que les responsables politiques de tous bords, aux affaires comme dans l'opposition, ont laissé la religion islamique communautariser les espaces publics qu'elle investit en surfant sur des flux migratoires intempestifs et en s'organisant autour de ces centres de pouvoir que sont les mosquées (2450 actuellement en France) avec des imams dont plus de la moitié sont étrangers...

Aussi la « magouille » politicienne ourdie par la droite institutionnelle comme par la gauche de « gouvernement » (dont la gauche plurielle à la Jospin a été le prototype de 1997 à 2002) trouve-t-elle maintenant sa réalisation : puisque l'islam a pénétré notre réalité socio-politique, sociétale aussi, organisons sa place en balayant la laïcité qui tendrait à le laisser où il doit être (dans la sphère privée individuelle du croyant et dans la sphère privée collective du lieu de culte pris en charge totalement par le croyant), cela permettra également le retour de l'Eglise Vaticane dans l'espace public comme le demandait le TCE refusé par le vote majoritaire de notre peuple, comme le veut l'Union Européenne qui se construit à « l'anglo-saxonne ».



C'est une «

magouille » éhontée et illégitime, car la place de l'islam en France est déjà définie et ses liens avec l'Etat déjà fixés... L'Etat est chez lui, la religion –quelle qu'elle soit- chez elle : l'Etat n'a pas à organiser telle ou telle religion, à s'occuper des religieux qui la guident, à donner le moindre centime à l'édification du plus petit lieu de culte... Son seul rôle est de veiller à ce que les cultes divers puissent être célébrés en toute sécurité et en respectant l'ordre public... L'Etat n'a pas à s'occuper de ce qui n'est pas un service public car une religion n'intéresse que celui qui se reconnaît en elle ! L'Etat doit consacrer toute la ressource publique à ce pour quoi il est fait : assurer les besoins essentiels du peuple dans sa totalité (travail, santé, éducation, sécurité, culture,).

C'est une « magouille » possible parce que ceux qui avaient vocation, historiquement, à défendre la laïcité ont abandonné ce terrain de lutte en fermant les yeux sur l'expansion islamique tout en continuant « à bouffer du curé » pour se donner « bonne conscience »... pire : en niant même que l'islam soit un problème... pire encore : en laissant s'imposer un communautarisme islamique dans maints quartiers de nos villes où il ne fait plus bon vivre si l'on n'accepte pas les coutumes, les traditions, les rites portés par cette religion conquérante qui, ainsi, impose sa loi à la loi républicaine...

Des exemples ? En voici 5, révélateurs :

1 – 25 à 30 % des voix exprimées lors de la mise en place du Conseil Français du Culte Musulman vont à l'Union des Organisations Islamiques de France, qui a signé, le 10/01/08, une charte européenne avec 400 autres organisations islamiques où il est dit : « *lorsque les lois en vigueur s'opposent aux pratiques et règles islamiques, les musulmans sont en droit de s'adresser aux autorités pour expliquer leurs points de vue et exprimer leurs besoins* », ce qui, en clair, est une demande de transgression des lois en vigueur démocratiquement élaborées...

2 – Chacun sait, maintenant, grâce notamment à « *Riposte Laïque* », qu'un grand nombre de rues (à Paris, à Marseille, à Toulouse, à Nice...) sont régulièrement et illégalement occupées par des masses de musulmans venant y prier et en excluant, de fait, les autres citoyens empêchés d'y vivre librement...

3 – Le conseil de Paris vient d'engager 28 millions d'euros (pris sur les impôts de tous les citoyens) pour faire construire et entretenir (à raison de 0,7 million d'euros par an) deux bâtiments à usage de mosquées (et d'écoles coraniques)...

4 – Une Donia Bouzar (qui se dit « expert européen sur les discriminations » !), sur un site spécialisé (<http://www.saphirnews.com/dounia-bouzar>), incite les musulmans à imposer le hallal, les tapis de prières, le voile islamique, le ramadan et le « burkini » dans les entreprises et les lieux publics...

5 – Le maire communiste de Grigny vient de déclarer, à propos de la « future mosquée » de sa commune pour laquelle il s'est « démené » : « *depuis 2005, une commission extra-municipale a été mise en place en partenariat avec l'Union des Musulmans de Grigny (UMG). La ville a acheté en plein centre un terrain de 2200 mètres carrés pour une valeur de 22000 euros. Nous l'avons mis gracieusement à disposition de l'UMG afin que celle-ci puisse concentrer ses efforts financiers sur la construction de l'édifice* », ce qui constitue pour le moins un cadeau réel à une association religieuse pour construire un lieu de culte et donc, viole la loi de 1905.

LAÏCITÉ



Un véritable défenseur de la laïcité, qui affirme que la religion n'est pas un service public, peut-il rester muet devant cette dilapidation de l'argent public ?

Un véritable défenseur de la laïcité, qui refuse le communautarisme parce que « aucun dieu, aucune foi, aucune appartenance autre que la participation au corps politique – qui n'est pas une appartenance mais un consentement raisonné – ne peut dicter sa loi à la République française » peut-il continuer à se taire devant autant de manifestations du communautarisme musulman ?

Un véritable défenseur de la laïcité peut-il prétendre encore « qu'il n'y a pas de problème avec l'islam » en prenant connaissance de ces faits et pour peu qu'il ouvre les yeux sur le réel... réel, d'ailleurs que le rapport Obin (sur l'enseignement), le livre d'Isabelle Lévy (« Menaces religieuses sur l'hôpital » – Presses de la Renaissance-2011), le rapport du Haut Conseil à l'Intégration (sur la poussée communautariste empêchant l'intégration – octobre 2010) et le rapport d'Eric Dénécé (sur « la poussée islamiste dans les entreprises » -décembre 2010) décrivent parfaitement, chacun pour ce qui le concerne ?

Tous ceux qui voient ce réel, qui savent ce qui se passe dans les mosquées et autour des mosquées de France, qui connaissent l'impact anti-laïque et communautariste de l'islam dans les quartiers de nos villes et qui ne disent rien, qui ne font rien pour préserver le socle laïque et démocratique de notre République sont, de fait, les complices des manœuvres « sarkozystes » pour tuer la loi de 1905.

La laïcité « à la française » est un obstacle à la construction politique et sociétale de l'Europe « à l'anglo-saxonne » telle que le traité de Lisbonne la conçoit... Elle gêne la communautarisation de notre société, meilleur moyen pour tuer le combat politique démocratique et le combat social

revendicatif, meilleur moyen pour « changer le peuple » parce que « le peuple » ne veut pas être phagocyté par la « Globalisation » triomphante.

Et l'islam est le meilleur outil de destruction de cette laïcité qui, toilettée, détricotée, affaiblie, dénaturée, laissera les Eglises revenir dans l'espace public.

A « *Riposte Laïque* », cela fait plus de trois années (depuis que RL existe...) que nous luttons sur ce terrain, que nous nous battons sur le pont du bateau de la laïcité et de la démocratie pour conserver à notre société le mode d'organisation et de fonctionnement qui, historiquement, la caractérise...

Et nous luttons tout aussi bien contre les forces « de droite », qui n'ont jamais renoncé à ce retour des religions, que contre les forces de « gauche » (et leurs alliés écolos...) qui, hypocritement, prétendent préserver « notre laïcité » et qui, dans les faits, agissent pour la détruire.

Et du haut de ce pont de navire où nous affrontons la tempête « anti-laïque » soulevée par l'intrusion islamique, nous appelons à s'unir pour agir ensemble tous ceux, toutes celles, qui ont, chevillé au corps, le désir de maintenir et de conforter le socle laïque et démocratique de la République Française.

Mais, en même temps, pendant que nous luttons, nous avons l'impression que beaucoup d'associations qui s'autoproclament « défenseurs de la laïcité », beaucoup de rédacteurs d'articles et de « penseurs » de cabinet qui s'enorgueillissent dans leurs écrits de leur « authenticité laïque » tout en « excommuniant » ceux qui ne pensent pas exactement comme eux, beaucoup de politiques qui font mine d'entendre la « revendication laïque » majoritaire dans ce pays, se retrouvent, en fait, en fond de cale pour percer des trous dans la coque.

Robert Albarèdes

1

<http://www.lefigaro.fr/politique/2011/03/01/01002-20110301ARTFIG00567-fi...>